

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 93 — 56

30 DÉCEMBRE 1992. — Loi fixant pour l'année 1993
le contingent de l'armée (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le contingent de l'armée pour l'année 1993 est fixée à
77 700 militaires au maximum

Art. 2. Les miliciens à appeler en 1993 comprennent :

- 1^o les miliciens de la classe 1993;
- 2^o les miliciens qui font partie d'un contingent à lever d'une classe antérieure à celle de 1993 et qui, tout en continuant à faire partie du contingent à lever de leur classe, n'ont pas encore été appelés pour accomplir leur terme de service actif.

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Motril, le 30 décembre 1992.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

L. TOBBACK

Le Ministre de la Défense nationale,

L. DELCROIX

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 93 — 57

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991
relatif à la publicité des actes et documents
des sociétés et des entreprises

RAPPORT AU ROI

Sire,

La réforme en profondeur du régime de publicité des comptes annuels des sociétés et entreprises résultant de la modification de l'article 80 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales opérée par l'article 33 de la loi du 18 juillet 1991 a eu pour objectif d'accroître à la fois la disponibilité et la fiabilité des comptes annuels publiés par les sociétés et entreprises.

(1) *Session 1992-1993.*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi, n^o 721/1.*Annales parlementaires.* — Discussion. Séance du 8 décembre 1992. — Adoption. Séance du 10 décembre 1992.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par la Chambre des représentants, n^o 587/1.*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 23 décembre 1992.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 93 — 56

30 DECEMBER 1992. — Wet tot vaststelling
van de legersterkte voor het jaar 1993 (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De legersterkte voor het jaar 1993 wordt vastgesteld op ten hoogste 77 700 militairen.

Art. 2. Tot de in 1993 op te roepen dienstplichtingen behoren :

1^o de dienstplichtingen van de klasse 1993;

2^o de dienstplichtingen die behoren tot het contingent van een vroegere klasse dan 1993 en die, hoewel zij verder deel uitmaken van het contingent van hun klasse, nog niet werden opgeroepen om hun werkelijke diensttermijn te vervullen.

Art. 3. Deze wet treedt in werking op 1 januari 1993.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Motril, 30 december 1992.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,

L. TOBBACK

De Minister van Landsverdediging,

L. DELCROIX

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 93 — 57

Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van
25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken
van vennootschappen en ondernemingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De ingrijpende hervorming van het regime van de openbaarmaking van de jaarrekeningen van de vennootschappen en ondernemingen, ingevolge de wijziging van artikel 80 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen door artikel 33 van de wet van 18 juli 1991, had als doel de beschikbaarheid en de betrouwbaarheid te verbeteren van de door de vennootschappen en ondernemingen openbaar gemaakte jaarrekeningen.

(1) *Zitting 1992-1993.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet, nr. 721/1.*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergadering van 8 december 1992. — Aanneming. Vergadering van 10 december 1992.

Senaat :

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 587/1.*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 23 december 1992.

Une première étape en ce sens a consisté, d'une part, à permettre le dépôt direct de ces comptes et de documents annexes auprès de la Banque Nationale de Belgique, et, d'autre part, à charger celle-ci d'informer les entreprises des erreurs arithmétiques et logiques qu'elle aurait constatées dans les comptes déposés et à les inviter, au cas où ces erreurs ne seraient pas susceptibles d'être corrigées par les autres données figurant dans les comptes, à procéder à un dépôt rectificatif.

La loi elle-même a esquissé l'étape suivante de cette évolution en annonçant, à l'alinéa 5 de la disposition précitée, la possibilité de remplir l'obligation légale de publicité autrement que par le dépôt de documents de papier, en d'autres termes par voie informatique.

L'arrêté que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à Votre signature a dès lors pour objet de compléter, en exécution de l'article 33 susvisé, l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises, par des dispositions propres à organiser le dépôt des comptes annuels sur disquette ou par télétransmission. Les conditions de base que doit respecter tout dépôt restent celles énoncées par cet arrêté, mais elles sont aménagées ou complétées de manière à pouvoir s'appliquer aux spécificités des supports informatiques.

L'accélération du processus de publication et la plus grande qualité formelle des comptes déposés sous ces formes trouveront leur répercussion dans une diminution du coût de fonctionnement de la Centrale des Bilans de la Banque Nationale de Belgique et une réduction subséquente des frais mis à charge des déposants. Ces objectifs seront d'autant plus vite atteints que le dépôt par voie informatique présentera d'attraits aux yeux des déposants. La Banque Nationale de Belgique entame d'ailleurs une vaste campagne d'information à cet effet.

Le dépôt des comptes annuels par voie informatique requiert nécessairement une standardisation poussée de leur présentation, dont découlent trois implications principales.

Primo, seuls les comptes établis selon la forme normalisée des schémas « abrégé » et « complet » annexés à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 pourront être déposés par voie informatique; il faudra dès lors exclure du bénéfice de ces dispositions, dans un premier temps tout au moins, les comptes annuels de certaines institutions financières, les comptes consolidés, ainsi que, de manière générale, les comptes dans lesquels le libellé des rubriques a été adapté en exécution de l'article 9, alinéa 2 de l'arrêté royal du 8 octobre 1976, ou dont la présentation différente ou l'établissement en une monnaie étrangère a été autorisé en exécution de l'article 15 de la loi du 17 juillet 1975.

Secundo, il a paru nécessaire de renforcer certaines données d'identification des comptes et des leurs déposants; ces mesures ont d'ailleurs été étendues aux dépôts de documents de papier, auxquels elles s'appliquaient d'ailleurs déjà dans la pratique.

Sont particulièrement visées ici, pour les comptes, la mention de la date de début et de clôture de l'exercice social, et pour les déposants non assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée, la mention de leur numéro d'immatriculation au registre national des personnes morales (article 1^{er} du présent arrêté).

En effet, dans la mesure où tous les déposants disposent nécessairement d'un numéro d'identification dans le système, et que celui-ci est tout naturellement le numéro de TVA pour les assujettis, l'emploi du numéro d'immatriculation au registre national des personnes morales, qui présente une structure identique et est couramment employé comme élément d'identification de ces personnes, a paru la formule la plus opportune.

L'importance pour le bon fonctionnement de la Centrale des Bilans de l'emploi de ce numéro pour l'identification des entreprises déposantes, a conduit à maintenir cette exigence pour les personnes morales non soumises à la T.V.A., lors même que, comme le souligne le Conseil d'Etat, ce registre des personnes morales n'a pas d'existence officielle.

L'exigence de signature manuscrite, par les personnes ayant le pouvoir d'engager la société ou l'entreprise à l'égard des tiers, des documents de papier à déposer, stipulée à l'article 9, § 2, alinéa 1^{er}, 8^o de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 n'a pu, pour des motifs techniques, être reprise dans la version informatisée du dépôt.

Een eerste fase was erop gericht de rechtstreekse neerlegging toe te laten van de jaarrekeningen en van de bijhorende stukken bij de Nationale Bank van België, en deze laatste op te dragen de ondernemingen in kennis te stellen van de rekenkundige en logische fouten die zij in de neergelegde jaarrekeningen mocht vaststellen, met het verzoek om tot een verbeterende neerlegging over te gaan voor de fouten die niet kunnen worden rechtgezet aan de hand van de overige gegevens die in de jaarrekeningen voorkomen.

De wet liep ook vooruit op de volgende fase in deze evolutie door in het vijfde lid van de genoemde bepaling de mogelijkheid te voorzien om aan de wettelijke openbaarmakingsverplichting te voldoen op een andere wijze dan de neerlegging van papieren stukken, met andere woorden via informatiedrager.

Het besluit dat de Regering de eer heeft U ter ondertekening voor te leggen strekt ertoe het koninklijk besluit van 25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen aan te vullen door uitvoering te geven aan bovengenoemde artikel 33, door maatregelen die de neerlegging van de jaarrekeningen op diskette of via teletransmissie organiseren. De basisvoorwaarden waaraan ieder neerlegging moet voldoen blijven die welke zijn vastgelegd in het besluit, maar ze werden aangepast of aangevuld in functie van de eigenheid van de informatiedrager.

De versnelling in de openbaarmaking en de betere kwaliteit van de onder deze vorm neergelegde jaarrekeningen zullen leiden tot een vermindering van de werkingskosten van de Balanscentrale van de Nationale Bank van België en een daaruit volgende verlaaging van de aan de deponent aangerekende kosten. Deze objectieven zullen sneller bereikt worden naargelang de neerlegging op informatiedrager voordelen biedt in de ogen van de deponent. Om dit te bewerkstelligen zal de Nationale Bank van België een belangrijke informatiecampagne voeren.

De neerlegging van de jaarrekeningen op informatiedrager vereist noodgedwongen een doorgedreven standaardisering van hun voorstelling, wat drie belangrijke gevolgen heeft.

Vooreerst zullen enkel de genormaliseerde jaarrekeningen, opgesteld volgens het « verkort » of het « volledig » schema van de bijlage bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976, onder deze vorm kunnen worden neergelegd; althans in een eerste periode zullen de jaarrekeningen van bepaalde financiële instellingen, de geconsolideerde jaarrekeningen en de jaarrekeningen waarin de omschrijving van de rubrieken werd aangepast in uitvoering van artikel 9, tweede lid, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976, of waarvan de afwijkende voorstelling of het opstellen in een buitenlandse munteenheid werd toegestaan in uitvoering van artikel 15 van de wet van 17 juli 1975, van de voordelen van deze bepalingen uitgesloten blijven.

Vervolgens is het nodig gebleken strengere bepalingen te voorzien inzake de identificatie van de neergelegde rekeningen en van de deponenten; deze maatregelen werden uitgebreid tot de neerlegging op papier, waar ze trouwens reeds in de praktijk worden toegepast.

Voor de jaarrekeningen gaat het in het bijzonder om de aanduiding van het begin en het einde van het boekjaar en, voor de deponenten die niet onderworpen zijn aan de belasting over de toegevoegde waarde, om de vermelding van het nummer van inschrijving in het nationaal register der rechtspersonen (artikel 1 van dit besluit).

Indertijd, omdat iedere deponent over een identificatienummer in het systeem moet beschikken, en dit nummer uiteraard het BTW-nummer is voor de aan deze belasting onderworpen personen, bleek het gebruik van het inschrijvingsnummer in het nationaal register der rechtspersonen het meest aangewezen, omdat het eenzelfde structuur heeft en gewoonlijk gebruikt wordt ter identificatie van deze rechtspersonen.

Het belang dat dit nummer voor de identificatie van de neergelegde ondernemingen heeft voor de goede werking van de Balanscentrale, heeft ertoe geleid dat deze vereiste werd behouden voor de niet aan de BTW-onderworpen rechtspersonen, niettegenstaande, zoals de Raad van State vermeldt, dit register der rechtspersonen geen geofficialiseerd bestaan heeft.

De vereiste van een geschreven handtekening op de neer te leggen papieren stukken, door personen die ertoe gemachtigd zijn de vennootschap of de onderneming te verbinden tegenover derden, zoals voorzien in artikel 9, § 2, eerste lid, 6^o van het koninklijk besluit van 25 november 1991, kon om technische redenen niet overgenomen worden voor de geïnformatiseerde wijze van neerlegging.

Cette différence restera, en fait, sans conséquence sur la garantie d'authenticité des comptes déposés. A cet égard, on relèvera que, depuis la mise en place en de la Centrale des Bilans au 1^{er} avril 1978, l'authenticité d'aucun compte déposé n'a été mise en cause. Par ailleurs, eu égard au lien existant, dans le système mis en place, entre le support informatique remis par l'entreprise et les comptes déposés ou transmis par elle, et compte tenu des conditions techniques et des vérifications impliquées par l'utilisation du logiciel, le risque concernant l'authenticité des comptes déposés, déjà très réduit dans la pratique pour le dépôt sur document de papier, sera pratiquement exclu dans le dépôt informatisé.

Pour ces raisons, il n'a pas paru nécessaire de compléter le projet, comme le suggérait le Conseil d'Etat, par une disposition prévoyant que le dépôt sur disquette ou par télétransmission devrait être suivi, dans un délai à déterminer, d'une déclaration écrite confirmant l'authenticité des comptes annuels déposés.

Tertio, la présence d'erreurs de nature arithmétique ou logique dans les comptes faisant l'objet d'un dépôt informatique entraverait l'exploitation du support qui les contient par l'ordinateur de la Centrale des Bilans et, par voie de conséquence, retarderait l'acceptation du dépôt par la Banque Nationale de Belgique.

Pour rencontrer l'exigence élevée de qualité formelle qui résulte de cette situation, et pour atteindre l'objectif ultime de fiabilité optimale des comptes assigné à la réforme, les contrôles de cohérence visés à l'article 80 in fine des lois coordonnées sur les sociétés commerciales seront intégrés dans les logiciels dont il est question ci-après, et feront partie des conditions d'acceptation des dépôts réalisés par voie informatique.

Les comptes déposés de cette façon seront d'ailleurs identifiés à cet effet par une indication appropriée dans les copies diffusées par la Centrale, conformément à l'article 5 du présent arrêté.

Outre l'amélioration de la qualité des comptes que les utilisateurs de la Centrale peuvent attendre de l'exécution de tels contrôles, celle-ci déchargera dans le même temps la Banque Nationale de Belgique des formalités liées à l'envoi de listes d'anomalies, et les déposants, des inconvénients que cet envoi leur cause.

La rectification *a posteriori* d'erreurs d'une autre nature restera bien sûr possible et s'effectuera selon la procédure prévue à l'article 1^{er}, 6^o du présent arrêté.

Si le but à atteindre a été clairement défini par la loi, celle-ci a laissé la Banque Nationale de Belgique libre de déterminer les moyens les plus adéquats pour obtenir les résultats recherchés.

Il est apparu dans cette optique que le degré élevé de standardisation des comptes annuels à déposer par voie informatique ne peut être atteint que par le biais d'un traitement des données répondant à des normes techniques très strictes.

En ce qui concerne le dépôt sur disquette, la Banque Nationale de Belgique a élaboré un logiciel utilisable sur la plupart des installations informatiques, même peu sophistiquées, dont l'utilisation, caractérisée par une grande convivialité, intégrera toutes les exigences posées par le présent arrêté et les instructions techniques de la Banque Nationale de Belgique qui le compléteront, pour l'acceptation d'un dépôt sur disquette.

Ce logiciel sera mis gratuitement à disposition des déposants qui auront préalablement acquitté les frais de publication, et contre paiement d'une somme raisonnable, à celle des autres personnes intéressées.

Il est toutefois loisible aux déposants d'avoir recours à leur propre logiciel, pour autant que celui-ci réponde aux normes qui figureront dans le manuel technique qu'ils pourront obtenir sur simple demande adressée à la Banque Nationale de Belgique. Cette dernière est prête à fournir aux éditeurs de logiciels comptables les informations et explications requises.

La possibilité d'effectuer un dépôt par télétransmission, qui présente un intérêt particulier pour les sociétés chargées de dépôts multiples, comme les sociétés fiduciaires est, pour des motifs techniques, soumise dans chaque cas à l'obtention de l'accord préalable de la Banque Nationale de Belgique, conformément à l'article 2 du présent arrêté.

Enfin, l'arrêté soumis à Votre signature modifie de façon différenciée la tarification des frais de publication des dépôts de comptes annuels, selon qu'ils s'effectuent sur documents de papier ou par voie informatique.

Dit verschil heeft in feite geen nadelige gevolgen voor de waarborg van de echtheid van de neergelegde jaarrekeningen. In dit verband wordt opgemerkt dat sinds de Balanscentrale op 1 april 1978 werd opgericht, voor geen enkele neergelegde jaarrekening de echtheid in vraag werd gesteld. Overigens zal het risico met betrekking tot de echtheid van de neergelegde jaarrekeningen, dat in de praktijk al zeer klein is voor de neerlegging op papier, praktisch worden uitgesloten bij de neerlegging op informatiedrager dank zij de band die er in het nieuwe systeem bestaat tussen de informatiedrager van de onderneming en de door de onderneming neergelegde of overgemaakte jaarrekeningen, en rekening houdend met de technische vereisten en de controles die het gebruik van het computerprogramma meebrengen.

Om die redenen is het niet nodig gebleken om het ontwerp, zoals de Raad van State had gesuggereerd, aan te vullen met een bepaling waarin zou worden gesteld dat op het neerleggen van een jaarrekening door afgifte van een diskette of door teletransmissie, binnen een te bepalen termijn een geschreven verklaring moet volgen waarin de echtheid van de neergelegde jaarrekening wordt bevestigd.

Tenslotte zou het voorkomen van rekenkundige of logische fouten in de op de magnetische drager opgenomen jaarrekeningen de exploitatie ervan in de computer van de Balanscentrale bemoeilijken en bijgevolg de aanvaarding van de neerlegging door de Nationale Bank van België vertragen.

Om het voldoen aan die strenge formele kwaliteitsnormen enigszins te vergemakkelijken en ook om het uiteindelijke doel van optimale kwaliteit van de aldus neergelegde jaarrekeningen te bereiken, werden de coherentiecontroles, bedoeld in artikel 80 in fine van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, opgenomen in de programma's waarvan verder sprake, en maken ze deel uit van de voorwaarden tot aanvaarding van de op informatiedrager uitgevoerde neerleggingen.

De op deze wijze neergelegde jaarrekeningen zullen daarom ook een passende vermelding dragen op de door de Balanscentrale verspreide copies, overeenkomstig artikel 5 van dit besluit.

Naast de verbetering van de kwaliteit die de gebruikers van de uitvoering van deze controles kunnen verwachten, zal dit ook de taak verlichten zowel van de Nationale Bank van België inzake de formaliteiten verbonden aan het verzenden van de foutenlijsten, als van de deponenten, inzake de gevolgen die ze voor hen veroorzaken.

De verbetering *a posteriori* van fouten van een andere aard blijft natuurlijk mogelijk volgens de procedure voorzien in artikel 1, 6^o van dit besluit.

Daar waar de doelstellingen duidelijk in de wet zijn vastgelegd, werd aan de Nationale Bank van België de vrijheid gelaten om de meest aangewezen middelen te bepalen om die te bereiken.

Daarbij is gebleken dat de hoge graad van standaardisering van de op magnetische drager neer te leggen jaarrekeningen slechts kan bereikt worden door het opleggen van strikte technische normen inzake de verwerking van de gegevens.

Voor de neerlegging op diskette heeft de Nationale Bank van België een programma ontwikkeld dat kan worden gebruikt door de meeste, zelfs weinig gesofistikeerde informaticatestellen. Naast het gebruiksvriendelijk karakter integreert het programma zowel de in dit besluit opgenomen voorwaarden als de aanvullende technische instructies van de Nationale Bank van België voor de aanvaarding van een neerlegging op diskette.

Het programma zal kosteloos ter beschikking worden gesteld van de deponenten die de openbaarmakingskosten voorafgaandelijk hebben betaald, en aan iedere derde geïnteresseerde tegen een redelijke prijs.

Het staat de deponenten evenwel vrij van hun eigen programma gebruik te maken, voor zover dit voldoet aan de in de technische handleiding vermelde normen, die op eenvoudige aanvraag bij de Nationale Bank van België kan bekomen worden. Laatstgenoemde is bereid aan de uitgevers van informaticaprogramma's nadere informatie en uitleg te verschaffen.

De mogelijkheid om een neerlegging uit te voeren via teletransmissie, wat van bijzonder belang kan zijn voor de ondernemingen, zoals de fiduciaires, die belast zijn met meerdere neerleggingen, wordt in ieder geval, om technische redenen, onderworpen aan het voorafgaandelijk akkoord van de Nationale Bank van België, overeenkomstig artikel 2 van dit besluit.

Tenslotte wijzigt het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd op een gedifferentieerde manier de openbaarmakingskosten van de jaarrekeningen, naargelang ze op papier dan wel op informatiedrager worden neergelegd.

Outre le stimulant qui est donné à l'utilisation de la forme la plus moderne que constitue la seconde nommée, le léger renchérissement du tarif applicable au dépôt de documents de papier, par ailleurs inchangé depuis 1985, et les frais moindres réclamés pour les dépôts informatisés reflètent fidèlement la structure des coûts de traitement respectifs supportés par la Banque Nationale de Belgique.

En outre, afin d'éviter les nombreuses difficultés qui se posent lors d'une modification du tarif, en particulier lorsque les frais dus sont réglés par virement préalable, il est prévu que dorénavant, un complément de frais ne sera dû que si au moins deux augmentations de tarif se sont produites entre le jour du paiement et celui du dépôt des comptes annuels à la Banque Nationale de Belgique.

J'ai l'honneur d'être

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

11 JANVIER 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, notamment l'article 80, alinéas 4 et 5, remplacés par la loi du 18 juillet 1991, et alinéa 6, inséré par la loi du 18 juillet 1991;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et entreprises, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 9 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et entreprises, sont apportées les modifications suivantes :

- 1^o au paragraphe 2, alinéa 4, les mots « sur toute pièce déposée » sont remplacés par les mots « sur tout document de papier déposé »;
- 2^o au paragraphe 2, alinéa 4, 5^o, les mots [la mention « non assujetti »] sont remplacés par les mots « son numéro d'immatriculation au registre national des personnes morales »;
- 3^o le paragraphe 2, alinéa 4, est complété comme suit :
« 7^o lorsque le dépôt porte sur des comptes annuels ou sur des comptes consolidés, la date du début et la date de clôture de l'exercice auquel ces comptes sont afférents »;
- 4^o au paragraphe 3, les mots « de papier » sont insérés après les mots « des documents » et les mots « son numéro d'immatriculation au registre visé au paragraphe 2, alinéa 4, 4^o du présent article » sont remplacés par les mots « son numéro d'immatriculation au registre national des personnes morales »;
- 5^o au paragraphe 4, les mots « Sans préjudice des dispositions de l'article 9bis relatives au dépôt par voie informatique, » sont introduits au début de l'alinéa 1^{er};

6^o au paragraphe 8, l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« Toutefois, la rectification d'une erreur commise dans les comptes annuels, les comptes consolidés et les documents qui doivent être déposés en même temps, s'opère, pour les dépôts effectués par voie informatique, par le dépôt, conformément aux modalités prévues à l'article 9bis, de l'intégralité des comptes annuels dûment rectifiés et, pour les dépôts effectués sur documents de papier, par le dépôt auprès de la Banque Nationale de Belgique d'une ou plusieurs pages corrigées ou complémentaires, précédées de la première page du document normalisé visé à l'article 9, para-

Naast de stimulans die gegeven wordt aan het gebruik van de modernste neerleggingsvorm, weerspiegelen de lichte verhoging van de sinds 1985 onveranderd gebleven tarieven voor de neerlegging op papier, en de lagere tarieven voor de neerlegging op informatiedrager, op een getrouwe manier de structuur van de verwerkingskosten die de onderscheiden neerleggingsvormen voor de Nationale Bank van België met zich mee brengen.

Om bovendien de talrijke problemen te vermijden die zich bij een tariefwijziging voordoen, in het bijzonder wanneer de verschuldigde kosten door een voorafgaandelijke overschrijving worden vereffend wordt bepaald dat voortaan een kostentoeslag enkel zal verschuldigd zijn wanneer ten minste twee tariefverhogingen werden doorgevoerd tussen de dag van betaling en de dag van neerlegging van de jaarrekeningen bij de Nationale Bank van België.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

11 JANUARI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, inzonderheid op artikel 80, vierde en vijfde lid vervangen bij de wet van 18 juli 1991 en zesde lid, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 1 juli 1992;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 9 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 op de openbaarmaking van akten en stukken van vennootschappen en ondernemingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1^o in paragraaf 2, vierde lid, wordt het woord « papieren » gevoegd tussen de woorden « neergelegd » en « bescheid »;
- 2^o in paragraaf 2, vierde lid, 5^o worden de woorden [de vermelding « niet BTW-plichtig »] vervangen door de woorden « het nummer van inschrijving bij het nationaal register der rechtspersonen »;
- 3^o paragraaf 2, vierde lid, wordt aangevuld als volgt :
« 7^o wanneer de neerlegging betrekking heeft op een jaarrekening of op een geconsolideerde jaarrekening, de begindatum en de afsluitdatum van het boekjaar waarop de rekening betrekking heeft »;
- 4^o in paragraaf 3 wordt het woord « papieren » gevoegd tussen de woorden « de » en « stukken » en worden de woorden « het nummer van de inschrijving in het register bedoeld in paragraaf 2, vierde lid, punt 4^o, van dit artikel » vervangen door de woorden « het nummer van de inschrijving bij het nationaal register der rechtspersonen »;
- 5^o in paragraaf 4 worden de woorden « Onverminderd de bepalingen van het artikel 9bis met betrekking tot de neerlegging op informatiedrager, zijn » toegevoegd aan het begin van het eerste lid, en wordt het woord « zijn » na de woorden « de jaarrekening van ondernemingen » geschrapt;
- 6^o in paragraaf 8 wordt het derde lid vervangen door de volgende bepaling :

« De verbetering van een vergissing in een jaarrekening, een geconsolideerde jaarrekening en de stukken die tegelijk hiermee moeten worden neergelegd, gebeurt echter, voor de neerleggingen uitgevoerd op informatiedrager, door de neerlegging, overeenkomstig de voorwaarden voorzien in artikel 9bis, van het geheel van de behoorlijk verbeterde jaarrekening en, voor de neerleggingen uitgevoerd op papier, door de neerlegging bij de Nationale Bank van België van één of meer verbeterde of bijkomende bladen, voorafgegaan door het eerste blad van het in artikel 9, paragraaf 4, tweede

graphe 4, alinéa 2. L'indication « rectification » est, selon le cas, reprise dans le message informatique ou sur chaque feuille corrigée ou complémentaire. Le dépôt de la rectification ou du complément est repris dans le recueil visé à l'article 10. Le texte de la mention du dépôt et sa copie sont délivrés comme prévu aux §§ 2 et 3 du même article 10. »

Art. 2. Dans le même arrêté royal, un article 9bis est introduit, libellé comme suit :

« Art. 9bis. § 1^{er}. Les comptes annuels libellés en francs belges et établis, sans usage de dérogations, conformément à l'un des schémas annexés à l'arrêté royal du 8 octobre 1976, qui doivent être déposés à la Banque Nationale de Belgique en application de l'article 1^{er}, alinéa 2, peuvent, au choix du déposant, y être déposés sous la forme visée à l'article 9 ou par voie informatique aux conditions prévues par le présent article.

§ 2. Le dépôt par voie informatique est effectué soit par remise d'une disquette conformément à l'article 11, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, soit par télétransmission. Le dépôt par télétransmission est toutefois subordonné à l'accord préalable de la Banque Nationale de Belgique.

Sur la disquette doit être apposée une étiquette portant l'indication visée à l'article 9, paragraphe 2, alinéa 4, 5^o ainsi que la date de clôture des comptes annuels, le type de schéma normalisé utilisé et, le cas échéant, la mention « rectification ».

Le dépôt par voie informatique doit répondre aux conditions techniques définies par la Banque Nationale de Belgique respectivement pour le « schéma complet » et pour le « schéma abrégé ». Les conditions techniques sont communiquées par la Banque Nationale de Belgique, à toute personne intéressée qui en fait la demande par écrit.

Chaque compte annuel doit faire l'objet d'une disquette ou d'un message informatique distinct.

§ 3. Les contrôles arithmétiques et logiques visés à l'article 80, alinéa 9 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales doivent avoir été effectués, et le respect des dispositions du paragraphe 4 doit avoir été vérifié.

§ 4. Lorsque le dépôt est effectué sur support informatique, ce dernier doit comporter les indications suivantes :

- 1^o les mentions visées à l'article 9, paragraphe 2, alinéa 4, 1^o à 5^o et 7^o;
- 2^o le type de schéma normalisé utilisé;
- 3^o la langue dans laquelle les comptes annuels doivent être reproduits;
- 4^o l'indication que les contrôles visés au paragraphe 3 n'ont révélé aucune anomalie. »

Art. 3. A l'article 11 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « Sans préjudice des modalités techniques définies par la Banque Nationale de Belgique pour les dépôts opérés par télétransmission, » sont introduits au début de la seconde phrase;

2^o au paragraphe 2, alinéa 3, les mots « et de l'article 9bis » sont insérés avant les mots « et règlement des frais »;

3^o au paragraphe 3, alinéa 2, 1^o in fine est ajoutée la phrase suivante :

« Lorsque deux augmentations de tarif au moins se sont produites entre le jour de l'émission du récépissé et celui du dépôt des comptes annuels à la Banque Nationale de Belgique, le paiement d'un complément de frais est dû à hauteur de la différence entre les tarifs en vigueur à ces deux dates. »

Art. 4. A l'article 17, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « onze mille (11 000) francs, hors taxe sur la valeur ajoutée » sont remplacés par les mots « onze mille trois cents (11 300) francs et à dix mille cinq cents (10 500) francs, hors taxe sur la valeur ajoutée, selon que les pièces sont déposées sur documents de papier ou par voie informatique »;

2^o à l'alinéa 2, les mots « de onze mille (11 000) francs » sont remplacés par « visé à l'alinéa précédent »;

lid bedoelde standaardformulier. De vermelding « verbetering » wordt, naargelang het geval, opgenomen in het geïnformatiseerd bericht of op ieder verbeterd of bijkomend blad. De neerlegging van de verbetering of aanvulling wordt in de in artikel 10 bedoelde verzameling opgenomen. De tekst van deze mededeling en het afschrift ervan worden afgeleverd zoals bepaald in §§ 2 en 3 van hetzelfde artikel 10. »

Art. 2. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 9bis. § 1. De jaarrekeningen luidend in Belgische franken en opgesteld, zonder afwijkingen, volgens één van de schema's gevoegd bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976, die in toepassing van artikel 1, tweede lid, moeten worden neergelegd bij de Nationale Bank van België, mogen er, naar keuze van de deponent, worden neergelegd in de vorm bepaald in artikel 9 of op informatiedrager volgens de voorwaarden van dit artikel.

§ 2. De neerlegging op informatiedrager wordt uitgevoerd hetzij door aangifte van een diskette volgens de voorwaarden van artikel 11, § 1, derde en vierde lid, hetzij door teletransmissie. De neerlegging door teletransmissie is echter onderworpen aan de voorafgaande toestemming van de Nationale Bank van België.

Op de diskette dient een etiket te worden aangebracht met de vermelding bedoeld in artikel 9, paragraaf 2, vierde lid, 5^o evenals de afsluitdatum van de jaarrekening, het type van het gebruikte standaardformulier en, in voorkomend geval, de vermelding « verbetering ».

De neerlegging op informatiedrager moet voldoen aan de technische voorwaarden die de Nationale Bank van België vaststelt voor respectievelijk het « Volledig schema » en het « Verkort schema ». De technische voorwaarden worden door de Nationale Bank van België medegedeeld aan eenieder die ze schriftelijk aanvraagt.

Iedere jaarrekening moet het voorwerp uitmaken van een afzonderlijke diskette of een afzonderlijk geïnformatiseerd bericht.

§ 3. De rekenkundige en logische controles bedoeld in artikel 80, negende lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen moeten uitgevoerd zijn, en de naleving van de voorwaarden van paragraaf 4 moet nagegaan zijn.

§ 4. Wanneer de neerlegging op een informatiedrager geschiedt, moet deze de volgende gegevens bevatten :

- 1^o de vermeldingen bedoeld in artikel 9, paragraaf 2, vierde lid, 1^o tot 5^o en 7^o;
- 2^o het type van het gebruikte standaardformulier;
- 3^o de taal waarin de jaarrekening moet worden opgesteld;
- 4^o de vermelding dat de controles bedoeld in paragraaf 3 geen enkele fout hebben aangetoond. »

Art. 3. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden « Onverminderd de technische voorwaarden die de Nationale Bank van België vaststelt voor de neerlegging door teletransmissie, gebeurt » toegevoegd aan het begin van de tweede zin en wordt het woord « gebeurt » na het woord « neerlegging » geschrapt;

2^o in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden « en van artikel 9bis » toegevoegd voor de woorden « in acht werden genomen »;

3^o in paragraaf 3, tweede lid, 1^o in fine wordt de volgende zin toegevoegd :

« In geval er tussen het opmaken van het ontvangstbewijs en het gebruik ervan voor de neerlegging van een jaarrekening bij de Nationale Bank van België ten minste twee tariefverhogingen plaatsvonden, is een resterend bedrag verschuldigd ten belope van het verschil tussen de tarieven die op de twee data van toepassing waren. »

Art. 4. In artikel 17, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid worden de woorden « elfduizend (11 000) frank, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde » vervangen door de woorden « elfduizend driehonderd (11 300) frank en op tienduizend vijfhonderd (10 500) frank, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, naargelang de stukken worden neergelegd op papier dan wel informatiedrager »;

2^o in het tweede lid worden de woorden « van elfduizend (11 000) frank » vervangen door de woorden « bedoeld in het vorige lid »;

3° dans la phrase introductive de l'alinéa 3, les mots « trois mille cinq cents (3 500) francs, hors taxe sur la valeur ajoutée » sont remplacés par les mots « trois mille huit cents (3 800) francs et trois mille (3 000) francs, hors taxe sur la valeur ajoutée, selon que les pièces sont déposées sur documents de papier ou par voie informatique ».

Art. 5. A l'article 21 du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« En cas de dépôt par voie informatique, il en est fait mention sur les documents délivrés ».

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 1993.

Art. 7. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 janvier 1993.

BAUDOUIIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

3° in de inleidende zin van het derde lid worden de woorden « drieduizend vijfhonderd (3 500) frank, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde », vervangen door de woorden « drieduizend achthonderd (3 800) frank en op drieduizend (3 000) frank, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, naargelang de stukken worden neergelegd op papier dan wel op informatiedrager ».

Art. 5. In artikel 21 van hetzelfde besluit wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

« Bij neerlegging op informatiedrager wordt dit vermeld op de afgeleverde stukken ».

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1993.

Art. 7. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 januari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 93 — 58

31 DECEMBRE 1992. — Arrêté royal complétant, pour l'année 1993, l'arrêté royal du 4 juillet 1991 fixant le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale dans les ressources de la Banque-carrefour de la sécurité sociale pour les années 1991 et 1992

BAUDOUIIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, notamment l'article 35, 2°;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1990 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 4 juillet 1991 fixant le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale dans les ressources de la Banque-carrefour de la sécurité sociale pour les années 1991 et 1992, notamment les articles 1^{er} et 5;

Vu l'avis du comité de gestion de la Banque-carrefour de la sécurité sociale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de fixer sans tarder le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale dans la couverture des dépenses de la Banque-carrefour de la sécurité sociale en 1993, pour assurer à ce dernier organisme les ressources nécessaires à son fonctionnement et pour permettre aux institutions publiques de sécurité sociale d'établir en conséquence leurs prévisions budgétaires et de trésorerie;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Ministre des Pensions, de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de Notre Ministre du Budget,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, alinéa premier, de l'arrêté royal du 4 juillet 1991 fixant le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale dans les ressources de la Banque-carrefour de la sécurité sociale pour les années 1991 et 1992 est complété comme suit :

« 3° à 427,1 millions de francs pour l'année 1993 ».

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 93 — 58

31 DECEMBER 1992. — Koninklijk besluit tot aanvulling, met betrekking tot het jaar 1993, van het koninklijk besluit van 4 juli 1991 tot vaststelling van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid in de inkomsten van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid voor de jaren 1991 en 1992

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 35, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1990 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 juli 1991 tot vaststelling van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid in de inkomsten van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid voor de jaren 1991 en 1992, inzonderheid op de artikelen 1 en 5;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het bedrag van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid in de dekking van de uitgaven in 1993 van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid onverwijld moet vastgelegd worden, zodat laatstgenoemde instelling over de nodige geldmiddelen voor haar werking kan beschikken en zodat de openbare instellingen van sociale zekerheid hun begrotings- en thesaurievoorzichten dienovereenkomstig kunnen opraken;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Minister van Pensioenen, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken, van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en van Onze Minister van Begroting,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 4 juli 1991 tot vaststelling van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid in de inkomsten van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid voor de jaren 1991 en 1992 wordt aangevuld als volgt :

« 3° op 427,1 miljoen frank voor het jaar 1993 ».